

RAPPORT D'ORIENTATION 2015

Présenté par Guillaume Vuilletet, Président

RECREER DE L'ESPRIT DEMOCRATIQUE TOUT EN REHABILITANT DE L'IDEAL, p 2

TROUVER UNE VOIE ENTRE L'OBJECTION DE CROISSANCE, L'ABJURATION DU PRODUCTIVISME ET UNE ECOLOGIE « MAITRESSE D'ECOLE », p 4

LA CONTRIBUTION DE L'ECOLOGIE REPUBLICAINE PLUS ACTUELLE QUE JAMAIS, p 6

DES AXES ET DES THEMES DE REFLEXION, p 8

VERS UNE « SOCIAL ECOLOGIE » ? p 10

EN FORME DE CONCLUSION (provisoire), p 12

Aujourd'hui, alors que la gauche est au pouvoir, la crise toujours là dans une société en profonde mutation, c'est la même logique de la domination de profits privés sur le bien commun qui pousse à l'impasse écologique de notre modèle économique, à la dislocation de la cohésion sociale, à l'aggravation des inégalités.

Il est urgent de redéfinir le progrès tel que formulé depuis l'ère industrielle en tenant réellement compte de ces phénomènes de plus en plus prégnants que sont en premier lieu l'empoisonnement de l'air, des eaux, des océans, des sols, des productions agricoles et donc des organismes vivants et son cortège de conséquences terribles (cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques) et en second lieu le réchauffement climatique.

On ne peut plus continuer de faire comme si les hommes n'étaient pas des êtres biochimiques soumis comme tels, eux aussi, aux lois du vivant.

Les dirigeants politiques restent encore trop soumis à la logique de la croissance à tout prix et à l'addiction au progrès technique, à la foi absolue dans la supériorité de la culture sur la nature (selon une dichotomie absurde).

Les écologistes eux-mêmes n'ont pas réussi à faire valoir une alternative crédible, trop accaparés sans doute par des luttes intestines dont ils aiment faire leur sel et par la compétition entre motions dites « stratégiques », ne consentant à s'engager essentiellement que sur des thèmes libertaro-libéraux, fixant leurs revendications sur les minorités, les mœurs, etc.

Les médias focalisant de leur côté alternativement sur des alarmismes ponctuels et l'apologie du mode de vie occidentale, individualiste, consumériste et toujours plus vorace en énergie.

Et les populations des pays développés s'accrochant à leur mode de vie, tandis que celles des pays émergents ne désirent rien d'autre que d'accéder à leur tour à la société de consommation. Et l'on voit mal au nom de quoi, on pourrait le leur reprocher ?!

Cependant, la demande d'énergie est en train d'exploser, surtout avec les énergies fossiles ce qui n'améliore évidemment pas l'effet de serre.

Or, on sent bien que les effets de seuil et d'emballement possibles avec des bouleversements agricoles, épidémiologiques, migratoires et sociaux laissent présager de grands chocs politiques...

RECREER DE L'ESPRIT DEMOCRATIQUE TOUT EN REHABILITANT DE L'IDEAL

Les enjeux restent inchangés, les mêmes aujourd'hui qu'en 2010, au moment de la création du PRé : Faire définitivement admettre que **la Transition écologique n'est pas une option**, faire entrer l'idée dans le réel, promouvoir **une écologie des solutions**.

Et organiser de façon démocratique la mutation écologique des sociétés en faisant de chacune et chacun un acteur éco-citoyen.

Cela paraît utopique, mais c'est pourtant la seule voie démocratique et écologique possible pour espérer ralentir et peut-être arrêter l'engrenage dans lequel nous sommes pris.

Le défi est majeur : face à des catastrophes de grande ampleur, on ne sait comment nos démocraties réagiraient, ni ce que susciterait chez nos populations une peur panique devant notamment un afflux massif de réfugiés écologiques...

Il est encore plus urgent qu'il y a 5 ans de reprendre une réflexion sur la démocratie qui constitue toujours le déficit majeur de la pensée récente de la gauche socialiste, mais aussi des écologistes eux-mêmes, jusque dans leurs pratiques, qui sont souvent assez prompts à donner des leçons, à professer une « nouvelle manière de faire de la politique ». Et ne parlons pas du Parti de Gauche (PG) dont le thème de la démocratie, hyper-caractérisé à

l'extérieur, correspond à une fonctionnalité en interne tellement faible, que cet état de fait, conjugué à de nombreuses interrogations sur sa ligne politique, a suscité un certain désappointement et l'érosion de ses troupes militantes depuis 2 ans.

Cependant que la réussite de la Transition écologique tient précisément au mode démocratique de sa gestion. Et qu'à l'aune des terribles attentats de janvier dernier à Paris, c'est aussi jusqu'à la République, ses principes et ses règles du vivre ensemble qui sont interrogés, provoqués.

Aujourd'hui, qui ne voit également que la question, d'une certaine manière, n'est pas que l'économie ne soit pas placée sous le contrôle du politique, mais que le politique ne soit pas un peu plus sous le contrôle des citoyens ?

Il est temps de prendre conscience que la démocratie n'est pas seulement représentative, délégataire. Il est urgent d'innover, sauf à désenchanter encore plus les citoyens, notamment les plus jeunes, face aux nouvelles exigences et aux nouvelles formes démocratiques, y compris sur l'Europe et la régulation mondiale ; urgent aussi de penser à ce que pourrait être demain un nouveau projet politique, le pivot des alternances politiques et notre réponse aux cris de douleur et de colère des plus humbles.

Le PRé qui n'entend pas plus aujourd'hui qu'hier se départir de son parti-pris pragmatiste se propose de s'y employer.

Aujourd'hui, nous avons toujours autant besoin de recréer de l'esprit démocratique tout en réhabilitant de l'idéal.

Il semble loin le temps où la France était le soldat de l'idéal. Clémenceau serait éberlué de voir le degré actuel de la vacuité de nombre de responsables politiques qui laisse le champ libre à un économisme qui corsète les idéaux et définit ce qui est légitime ou pas dans les aspirations des citoyen-ne-s. Il serait effaré de constater à quel point les finances publiques sont passées de moyen de mettre en œuvre une politique à une fin en soi.

Le fait est qu'il est symptomatique de borner l'horizon des françaises et des français, et de bien d'autres peuples d'Europe, au respect du seul taux de croissance.

Comme si les gouvernements misaient sur le fait que les idéaux et les passions - en France notamment pour la liberté et l'égalité - pouvaient être solubles dans un pouvoir d'achat ? Comme si le citoyen pouvait être réduit à un consommateur ?

Cet économisme nous enchaîne au temps présent, signe comme une reddition des gouvernements, nous demande d'en rabattre sur les conquêtes sociales et politiques, sans beaucoup de discernement, en méprisant le passé sans même véritablement préparer l'avenir.

Paradoxalement, ce n'est pas tant le capitalisme qui est en crise (qui lui, semble plus fort que jamais !) que la critique du capitalisme. Cette crise de la pensée critique ne date pas d'hier, et ne se limite pas qu'aux intellectuels, mais se niche au cœur même du système social.

Et si, pour restaurer la confiance des citoyens, on acceptait de réhabiliter un tant soit peu l'esprit critique dans le débat public ?

On eût pu penser que la « crise » pouvait être l'opportunité pour la gauche de réélaborer les "logiciels" de la critique sociale et de l'émancipation, c'est-à-dire les façons de formuler les problèmes avant même de réfléchir aux réponses ?

Devons-nous par exemple entériner le fait que la mondialisation dont on voit surtout la dimension néolibérale, et le recul de l'Etat social, sont irrémédiables ?

La Gauche, par moments, semble se contenter d'aménagements sociétaux justes mais limités (comme par exemple *le mariage pour tous*) et d'aménagements sociaux à la marge (l'allocation de rentrée scolaire), qui sont loin de correspondre aux préoccupations majeures des français.

C'est une pensée au final paralysante, qui entrave le travail de reconstruction intellectuelle de la gauche, qui s'en remet trop à la double croyance que les choses iront mieux quand on se sera débarrassé de "l'individualisme" et des "médias dominants".

Une pensée qui ne traduit bien souvent qu'une des manifestations d'une pathologie intellectuelle transversale aux gauches : l'essentialisme, c'est-à-dire ce penchant de voir le monde à travers des essences, des entités homogènes et stables.

On dit "les musulmans", « les juifs », les « chrétiens, "l'Europe", "les médias", "l'Amérique", "Israël", « la Palestine »... Comme si on refusait de voir qu'il y a dans la réalité des contradictions, des logiques plus ou moins diversifiées, des résistances, des transformations. Comme si parfois, on préférerait s'en remettre aux théories du complot, caractéristique transversale classique de certaines pensées à l'extrême droite et à droite, mais aussi dorénavant chez certains à gauche et à l'ultra gauche.

TROUVER UNE VOIE ENTRE L'OBJECTION DE CROISSANCE, L'ABJURATION DU PRODUCTIVISME ET UNE ECOLOGIE « MAITRESSE D'ECOLE »

C'est pourquoi, nous avons envie de réactiver le PRé qui fonctionnait au ralenti depuis les dernières échéances présidentielles et législatives et s'était mis en jachère ces derniers mois.

Nous sommes toujours animés par le même refus qu'il y a cinq ans, au moment de notre création : celui de se contenter de s'enfoncer dans la déploration et le ressentiment.

D'où la permanence de cette interrogation : ne vaut-il pas mieux se lancer dans l'aventure d'autres pratiques sociales, politiques et intellectuelles ?

Pour ce faire, l'écologie politique, qui peut en être le support privilégié, doit être en mouvement.

Certes, c'est ce que nous n'avons cessé de recommander depuis 2010, y compris par l'entremise directe de quelques-uns d'entre nous qui ont fait le choix de donner un débouché politique pratique à leur réflexion en intégrant EELV (au moment du regroupement d'Europe Ecologie et des Verts au congrès de Lyon de novembre 2010 ou qui l'ont rejoint depuis). Avec des résultats cependant somme toute mitigés.

Il faut dire qu'ils avaient mis la barre assez haute : ils s'étaient mis en tête d'impulser une ligne *réalo* à EELV...

Quand l'écologie politique va-t-elle se convaincre, pour reprendre le mot d'un ancien secrétaire national d'EELV, qu'elle n'est pas qu'une branche de l'arbre de la Gauche, mais bien « *un arbre à part entière* » ?

Sa contribution est pourtant décisive, dès lors qu'elle accepterait de se poser la question de la perspective majoritaire, alors que la transformation de l'économie est plus que jamais à l'ordre du jour ? Et la dictature du PIB toujours aussi oppressante ?

Il s'agit toujours de trouver une voie entre l'objection de croissance, l'abjuration du productivisme, et une écologie « maîtresse d'école », punitive et contre productive dans sa pédagogie, entre la voie du laisser-aller et celle d'une « économie verte » administrivée, une voie qui tire aussi les leçons de la « crise » financière qui ne peut pas s'en remettre

exclusivement, comme toujours, dans la seule adaptation de la nature aux besoins de l'économie ni dans la fuite en avant effrénée dans le techno-scientisme.

Les questions qui nous fondent aujourd'hui à vouloir donner une nouvelle dynamique au PRé sont donc on ne peut plus nombreuses.

En premier lieu, la question de la transition énergétique au centre de ce qui devrait être un nouveau projet de société, et dont les écologistes sont paradoxalement absents de la sphère opérationnelle. Notre incompréhension reste incommensurable à ce sujet : avoir dû vivre ce paradoxe qu'il y a de constater que les deux ministres écologistes ont choisi de désertier la responsabilité gouvernementale au beau milieu du débat parlementaire et se sont privés sinon de piloter, du moins de peser sur cette même Transition écologique et énergétique reste quelque chose d'indicible.

Sans compter la préparation de la *COP21*, la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015...

Comme si une posture politique (que les instances d'EELV n'ont eu d'autres choix que de valider a posteriori) pouvait tenir lieu de ligne politique ?!

En second lieu, s'ajoute à ce qui nous pousse à vouloir vous proposer de poursuivre l'aventure du PRé, le flagrant constat de l'inexpertise écologique qui globalement demeure. Il reste une multitude de questions précises à traiter : selon quel timing, et à quel prix, allons-nous passer d'une société fondée sur la consommation d'énergies fossiles, à une société plus sobre et plus écologique, mais qui soit équitable pour les hommes ?

Quelles sont les économies d'énergie à faire, où, comment et à quel coût peut-on optimiser nos systèmes de production et utiliser le plus possible les énergies renouvelables ?

Il serait temps de comprendre que l'énergie n'est pas un « secteur parmi d'autres ».

Et de nous souvenir dans le même temps que sans énergie abondante, il n'y aurait aujourd'hui ni pouvoir d'achat multiplié par 50 en 150 ans, ni baisse du temps travaillé (retraites, études, vacances, semaine de 35 heures...), ni aliments à profusion en toute saison, ni mobilité pour tous. Ni une espérance de vie passée de 25 à 80 ans en deux siècles. Une "transition énergétique" responsable ne devrait-elle pas aussi permettre à la stabilité sociale, politique, l'espoir, la paix, la justice et le progrès de subsister dans une Europe sans croissance physique en n'oubliant pas d'intégrer la variable pétrole et gaz qui reste une réalité ?

La difficulté, après l'effondrement du communisme et la crise actuelle économique et environnementale qui perdure, c'est aussi d'être capable de proposer une vision intégrée, « globale ».

C'est à ce point vrai que c'est quasiment une incongruité que de dire que la gauche et les écologistes doivent être capables de proposer une vision d'un autre monde, alors que l'on pense a priori que c'est leur ADN !

La crise écologique devrait pouvoir être l'occasion de procéder à un *aggiornamento* de notre politique industrielle. Elle devrait nous pousser à organiser de nouvelles filières économiques écologiques, porteuses de la culture du développement durable, mais aussi nous pousser à associer davantage innovations technologiques et innovations sociales.

Ce ne serait évidemment pas tout, mais pourquoi ne pas s'orienter vers de nouveaux modèles productifs, vers un programme de valorisation des micro-projets qui fonctionnent au niveau local et voir s'il est possible de les développer au niveau national ?

Idem avec le secteur des éco-entreprises qui est l'un des plus dynamiques à l'export, mais inconnu du grand public, dans le domaine de l'eau, des déchets, mais aussi de la voiture propre ?

Dans le seul « marché » des déchets, quand on sait que c'est un marché naissant avec un taux d'équipement des déchetteries inférieur à 1% dans le monde, on mesure combien nos éco-entreprises pourraient essaimer dans le reste du monde !

Sans doute faudrait-il aider à faire émerger une politique cohérente dans le secteur des énergies renouvelables pour aider la France à mieux se situer dans la compétition mondiale qui se livre aujourd'hui autour de la « croissance verte ».

On voit bien que les modèles de production sont d'ores et déjà amenés à évoluer, sous la pression des consommateurs et surtout de la rareté des énergies conventionnelles, pour développer ce que l'on appelle un système d'économie circulaire, économe en ressources et respectueuse de l'environnement qui mettrait l'accent sur l'éco-conception (on conçoit un produit en tenant compte de tous les impacts environnementaux sur l'ensemble du cycle de vie du produit), sur l'économie industrielle (en promouvant un mode d'organisation industrielle entre les opérateurs économiques d'un même territoire pour optimiser la circulation des matières premières et des déchets par échange ou par mutualisation), sur l'économie de fonctionnalité (priviliégiant l'usage à la possession et tendant à vendre des services liés aux produits eux-mêmes), sur le réemploi, sur la réparation, sur la réutilisation, et enfin sur le recyclage.

Saluons ici notre ami François-Michel Lambert, député EELV de Paca, qui fait un gros travail de pédagogie et d'impulsion sur cet enjeu qu'est l'économie circulaire en liaison avec *l'Institut de l'économie circulaire* dont il est le fondateur président.

La question, si l'on s'en tient à une approche réaliste des enjeux et des objectifs à atteindre, est donc bien aussi celle du mix énergétique, des énergies renouvelables et celle de la bonne gestion et de la productivité des ressources naturelles.

Elle est celle en définitive de la nécessaire résorption des tensions entre l'environnement et la croissance économique.

LA CONTRIBUTION DE L'ÉCOLOGIE REPUBLICAINE PLUS ACTUELLE QUE JAMAIS

Au plan politique, d'autres sujets de préoccupation tenant à la représentation sociale et ayant des implications sur la gestion démocratique de la Transition écologique se posent également :

Celui touchant à la désaffection des citoyens pour les principaux partis politiques traditionnels, et à ce qui ressemble comme à une baisse inexorable du nombre de leurs militants que n'a pas réussi à enrayer pour l'instant le recours aux primaires au PS.

Dans une période de total confusionnisme idéologique et politique, de concurrence victimaire et de compétition mémorielle, de complotisme et de soupçonisme généralisé, de désunion de la gauche et des écologistes (jusqu'au sein même de la gauche dite « radicale » qui n'est pas épargnée), de manque de maturité politique d'EELV qui l'amène trop souvent à pratiquer la politique du pire ou de la chaise vide, dans une période également de montée

de la xénophobie, ce n'est assurément pas seulement d'une boussole dont nous avons besoin, mais de phares et de balises !

Il est tout aussi nécessaire de ne pas se voiler la face et d'accepter d'analyser les vraies demandes de l'électorat en évitant de plaquer trop systématiquement nos grilles de lecture sur la réalité, comme pour l'y conformer.

Comme il est nécessaire de bien comprendre que la crise morale et économique peut alimenter tous les fanatismes et toutes les violences.

L'être humain est ainsi fait qu'il a besoin de « consolations » qu'il peut aller chercher du côté des extrêmes si rien d'autre ne lui est proposé.

Comme il n'est pas moins nécessaire pour la gauche et les écologistes de s'adapter à l'évolution du système politique français qui n'est pas le même qu'il y a 40 ans.

La vérité, c'est qu'il y a de moins en moins de *militants* et de plus en plus de candidats (sic !)

L'émergence de nouvelles formations politiques comme le *Nouvelle Donne*, *Front démocrate*, *Nous citoyens*, ou le *Rassemblement citoyen* est une des expressions de la crise des partis de gouvernement. Et accessoirement celle d'un phénomène relativement nouveau, en tous les cas amplifié ces dernières années : bien connu dans certains pays africains, celui de la *transhumance politique*...

Certes, la dénonciation, par d'aucuns, des classes populaires de n'être pas assez européennes n'aide pas à les rabibocher avec les partis traditionnels de gouvernement, d'autant qu'elles n'ont toujours pas digéré, avec d'autres catégories de la population, le déni de leur vote en faveur du « non » au référendum de 2005 : une affaire qui pèsera longtemps encore sur le destin des dirigeants politiques toujours prompts à se gargariser de démocratie.

Toutes ces questions, et les autres, doivent pouvoir continuer à être posées, interrogées, et leurs réponses confrontées, évaluées, soumises à l'examen critique de tout le monde. En haussant notre point de vue.

On ne peut plus agir localement si on ne pense pas un tantinet « global ».

C'est qu'il nous faut aussi analyser les profondes évolutions qu'a connues le monde depuis les années 90, le manque de clairvoyance des occidentaux sur les rééquilibres en œuvre autour d'eux. Un monde « américano-globalisé » où les européens ont souvent joué les ingénus.

Le réveil aujourd'hui est douloureux. Le choc n'est du reste pas tant lié au 11 septembre 2001, qu'à la prise de conscience brutale, par l'Occident, qu'il se retrouvait concurrencé comme jamais depuis des siècles par des puissances émergentes et non des marchés émergents.

Depuis trois décennies, le monde est entré dans une compétition généralisée, à la fois géopolitique, stratégique, économique, avec l'entrée en scène de deux mastodontes que sont la Chine et l'Inde dont le comportement dans les années à venir sera déterminant. La réalité, c'est que le monde doit compter en plus avec le compte à rebours écologique, qui ne se réduit pas qu'au climat. Quid des risques à venir liés au manque de certaines ressources (eau, terres cultivables, etc.) ?

En Europe, ce n'est pas parce que l'on nous annonce depuis la mi-mars comme un « alignement de planètes » propice à l'Europe avec la dépréciation de l'Euro, la baisse du prix du baril de pétrole, et la baisse constante des taux d'intérêts, que tout va aller pour le

mieux dans le meilleur des mondes. Il ne s'agit pas de jouer les Cassandre, et on ne peut sans doute que se féliciter que la BCE se soit décidée, enfin, à lutter à armes égales avec les américains avec leur FED en faisant marcher la planche à billets pour contrer cette menace déflationniste qui nous guettait à grands pas.

Mais c'est justement le moment pour investir massivement dans la transition énergétique, en France, mais aussi et surtout à l'échelle de l'Europe, où un plan devrait être mis en place et des financements dégagés !

Nos chantiers de réflexion restent donc entiers. Si la crise financière est derrière nous, si l'on en croit la Bourse, on nous permettra de refuser de tenir pour évidentes les évidences mal vérifiées. Celle-ci comme toutes les autres.

Il nous faut pouvoir continuer de penser sans renoncer.

Interroger notre temps et nous donner des raisons d'espérer et d'agir.

Il y a deux ans, nous avons déjà pensé à créer une « annexe » du PRé, ou quelque chose *ex-nihilo*. Un nom avait été suggéré par l'un d'entre nous : *L'Atelier écologique* (ou sur un registre hédoniste qui nous correspond bien aussi: le *Banquet écologiste*).

Après des mois de réflexion pour évaluer leur envie et les possibilités de continuation, ses membres fondateurs souhaitent et vous proposent aujourd'hui de relancer et de transformer le groupe du PRé en quelque chose qui ne soit pas qu'un club, qui resterait un espace d'échanges, un réservoir à idées et une source d'influence, mais en plus ouvert, et se rapprocherait, dans son fonctionnement, d'un *Think Tank*, notamment avec la mise en place d'un conseil scientifique, sans vouloir pour autant céder à la mode du mot, ni emprunter au vocabulaire militaire (sic !)

Ce n'est évidemment pas une mince affaire.

DES AXES ET DES THEMES DE REFLEXION

Cela suppose à l'évidence une économie de moyens totalement différente de celle qui a prévalu jusqu'à maintenant. Plus conséquente et plus pérenne.

Et toujours une grosse ambition : celle de vitaminiser intellectuellement l'écologie politique et la gauche républicaine et progressiste.

Mais aussi qui voudra bien ailleurs.

Ce projet de relance ne peut à l'évidence pas se faire avec le même format ni le même mode de fonctionnement ni avec la même frugalité de moyens : il nous faut passer du groupe, du club au réseau, remanier sa gouvernance, modifier les instances pour améliorer la visibilité du PRé et optimiser sa production.

Car il nous faut aussi sortir d'un entre-soi qui, s'il nous a davantage épargné que d'autres, fait malgré tout son œuvre.

Sous l'égide d'un nouveau Président, un conseil d'administration rénové devrait pouvoir élargir le cercle actuel, réunir des citoyens engagés ou concernés par la chose publique, des militants ou des anciens militants, des acteurs et des praticiens de la sphère politique, sociale et économique, des personnalités issues du monde des idées, de l'entreprise, du monde associatif, mutualiste et coopératif, et décidera des grandes orientations des activités du PRé et de leur mise en œuvre.

Redoubler d'ambition en s'efforçant de créer cette fois-ci un réseau de partenariat scientifique, politique, institutionnel et économique.

Vaste et ambitieux programme ! Trop peut-être ?

Nous pouvons d'autant plus le faire que les pages blanches de l'écologie politique sont nombreuses, que de nombreuses autres sont hors d'âge et que la plupart de celles qui sont écrites par EELV restent encore trop teintées d'écologie punitive et de repentance.

Soyons certes pessimistes sur le constat de la situation, mais optimistes si nous voulons pousser plus loin la réflexion et aider à l'action. Nous sommes plutôt bien outillés sur une écologie de l'offre (économie circulaire, transition, etc.), beaucoup moins sur une écologie de la demande, et très peu sur le lien entre écologie et nouvelles technologies.

Et nous pouvons ajouter que ce ne serait pas du luxe que de remettre au goût du jour des sujets authentiquement environnementalistes...

Continuons également de travailler sur les sujets d'actualité : *Gouverner la Transition écologique* (transition énergétique, changement climatique, protection et mise en valeur de la biodiversité, gestion des déchets, développement durable, etc.); l'eau ; la privatisation du vivant ; nouvelles technologies, technologies disruptives et écologie ; comment associer innovations techniques et innovations sociales ? ; contribution de l'économie circulaire à la Transition écologique ; les leviers de la commande publique pour accélérer la Transition écologique ; quelle fiscalité incitative ? ; tourisme et développement durable ; laïcité ; la question identitaire ; éducation-Formation ; enseignement supérieur/recherche ; égalité professionnelle ...

Mais aussi les thèmes traditionnels incontournables : Mondialisation, Europe, International, Géopolitique et géoéconomie, Sécurité-défense (dont la question du maintien de la Force océanique française), République & Démocratie, Société, Politique, santé et Protection sociale, Economie & Social, consommation, dialogue social...

Le PRé pourrait au passage se pencher sur ce qui va bien, interroger des thèmes et des modes d'organisations méconnus et porteurs : l'économie publique, l'économie coopérative, l'économie sociale et solidaire, leur place et leur avenir dans le monde d'aujourd'hui, la validité de leur contribution aux politiques publiques, à une politique du commun, à une démocratie sociétariale, comme à la réussite d'une politique nouvelle de transition écologique.

Questionner également la pertinence de ce que l'on appelle *l'économie collaborative*, la *Sharing economy*, économie de partage, sujet on ne peut plus protéiforme, dont on voit bien qu'elle repose sur la mise sur le marché de l'usage d'un bien que l'on possède, qui entend se situer à la croisée de l'innovation sociale et du numérique, quand elle ne se présente pas comme un modèle de transition et un choix de société... Et qui a bénéficié d'un focus, l'automne dernier, à l'occasion de la parution de l'ouvrage de Jeremy Rifkin « *La nouvelle société du coût marginal zéro* ».

En quoi ces économies anciennes ou nouvelles sont-elles des économies alternatives ou complémentaires à l'économie marchande classique ? En quoi pourraient-elles répondre à une logique d'anticipation, et non plus seulement à une logique de réparation ? En quoi sont-elles susceptibles de laisser entrevoir la création d'emplois qualifiés, la revitalisation de l'économie locale, la réduction de l'empreinte énergétique des ménages et des entreprises, ou encore la réappropriation par les citoyens de leurs villes ?

En quoi, *l'économie collaborative* n'est-elle pas qu'une consommation collaborative, de partage de plus ?

VERS UNE « SOCIAL ECOLOGIE » ?

L'une des tâches du PRé pourrait être également de réfléchir à ce qui pourrait servir non seulement de symbole, de *marqueur* de gauche, mais aussi qui donnerait à voir et à espérer un peu plus loin : repenser notamment une politique des « services publics », et au-delà, une politique du « commun » qui serait susceptible de nourrir la matrice d'un projet politique.

Il ne s'agirait pas seulement de réveiller pour notre plaisir démodé la vieille figure des *enclosures* analysées par Marx et des *commons* anglais de Thomas More, encore que (sic !) Mais, partant du constat que l'on assiste aujourd'hui à une nouvelle forme d'accumulation primitive, non plus seulement sur les terres, mais sur à peu près tout, sur le vivant comme sur les connaissances (les entreprises se jettent sur tout ce qui peut se transformer en brevets, en dividendes, en *copyrights*, en droits de péage), Il s'agirait de sortir de la fausse alternative « marché ou État ».

En réalité, les deux peuvent aller ensemble : en France, on associe le service public à l'État. Tout ce qui est étatique est réputé « social », « de gauche », « progressiste ».

Chacun est supposé jouir d'un même accès au service public d'éducation (l'école), au service public de santé (l'hôpital), à la sécurité (Police), aux moyens de transports, au logement, à la culture, au numérique, etc. mais outre le fait que c'est parfois formel, le citoyen est de plus en plus amené à devoir accepter en échange de se transformer en usager passif, laissant le monopole de la gestion à l'État. Nonobstant le travail utile des associations d'usagers de ces services publics.

Le « commun » ne pourrait-il pas se définir par l'égalité non seulement dans l'accès, mais aussi dans, sinon l'élaboration, du moins la co-élaboration des buts de l'activité ?

Il est usuel et fréquent de se représenter le commun sous la forme des ressources naturelles (l'eau, l'air, la forêt...), comme s'il était supposé qu'un certain type de biens possédait des qualités intrinsèques qui les feraient relever du commun. Le hic, c'est que ce raisonnement revient à confier de manière artificielle, fictive à la nature la responsabilité de fixer à l'avance l'organisation des activités humaines !

Tel Bien serait « naturellement » un commun, tel autre relèverait « naturellement » du marché, ou de l'État. Or les choses communes, dans une longue tradition juridique et économique, c'est ce qu'il est impossible de s'approprier physiquement.

Un enjeu intellectuel serait peut-être de dénaturer le commun pour le politiser, pour se le réapproprier pour le penser comme la formule même de la démocratie.

On sait bien, par exemple, qu'il n'appartient pas à la nature de la connaissance de devoir être partagée : pendant des millénaires, la connaissance est restée l'apanage de moines et de quelques-uns. C'est en réalité un choix collectif qui en a fait un objet de partage.

Le fait d'être un commun n'est donc nullement un trait éternel.

Cela dépend entièrement d'un acte politique, d'une décision de mise en commun.

Il ne s'agirait pas de se cantonner à une espèce de logique d'expérimentation locale, car il n'est pas douteux que cette méthode de contournement par l'extérieur soit suffisante.

En tous les cas, dans le secteur étatique, pourquoi la gestion des services publics n'associerait-elle pas salariés, usagers et citoyens ?

Le « commun » pourrait devenir un véritable principe politique qui irrigue tous les secteurs de nos sociétés. Peut-être même une alternative au néo-libéralisme dont la caractéristique principale aujourd'hui n'est plus tant le laisser-faire que la construction active du marché...

Y compris en instrumentalisant l'État pour y arriver.

Cette réflexion serait de surcroît susceptible de donner du grain à moudre à qui voudrait conforter la gauche et ne craindrait pas d'envisager le dépassement d'EELV comme celui du PS ou des autres forces de la gauche. Comme à qui voudrait bien ailleurs.

Le PRé pourrait ainsi réfléchir aux contours d'une nouvelle alliance entre République et écologie politique, mais aussi libéralisme politique, « écosocialisme », anticapitalisme/altermondialisme, relativement souple dans la doctrine, précise dans le programme et irréductible dans les valeurs.

Capable de surmonter l'épuisement des partis traditionnels, tant au plan organisationnel, programmatique, politique et moral, de réhabiliter la notion d'usage et de droits d'usage et de lutter contre la tentation d'une « *nouvelle enclosure du monde* », c'est à dire d'une appropriation privée tous azimuts de biens qui passaient jusqu'à il n'y a pas si longtemps pour inappropriables, comme l'air, l'eau, le vivant.

Le mot n'est sans doute pas le plus adéquat tant il renvoie à un modèle, celui de la social-démocratie, qui ne correspond - dans sa méthode politique et son contenu - ni à la tradition ni à la réalité française, mais employons-le à défaut d'en trouver un autre : une sorte de « *social-écologie* » ?

Il est vrai aussi que la social-démocratie européenne s'est paradoxalement démonétisée, alors même que la crise économique de ces dernières années a marqué la faillite des théories libérales, et que l'on n'a pas manqué d'invoquer dès 2010-11 le retour à la régulation et le renforcement de la puissance publique. Pourtant, les partis sociaux-démocrates, y compris ceux qui étaient au pouvoir en Europe du Nord, n'ont pas profité électoralement de ce nouveau contexte, que ce soit lors des élections européennes ou aux scrutins nationaux : au contraire, c'est à la quasi-faillite de la social-démocratie européenne à laquelle l'on a assisté.

Il ne s'agit évidemment pas ici de miser sur le fait que le modèle social-démocrate aurait atteint la fin d'un cycle historique, il convient juste de s'accorder sur les termes de cette crise en postulant qu'elle n'est pas synonyme de disparition mais de recomposition, dans laquelle l'écologie politique devrait pouvoir trouver sa place en se re-légitimant, et la gauche s'augmenter au lieu de se disséminer, de *s'éparpiller façon puzzle*...

En tous les cas, l'idée est peut-être là ? Qui pourrait provoquer un débat stimulant quant au contenu.

EN FORME DE CONCLUSION (provisoire)

Ce programme de travail, s'il peut être réjouissant, et promet d'être roboratif, pose cependant la question de notre capacité collective à le mener à bien et des moyens que nous saurons - ou pas - dégager pour le mettre en œuvre afin de franchir une nouvelle étape.

Les enjeux ne sont pas minces : une fois de plus, comment faire en sorte que la transition écologique ne soit pas vécue comme une punition ? Comment faire en sorte de ne pas faire subir la triple peine avec celles qui nous accablent déjà au plan économique (chômage, précarisation...), au plan politique (inégalité, protection amoindrie...) au plan moral (l'humiliation) ?

Comment aussi ne pas tomber dans ce grand risque qui déjà pointe son nez : celui de la résignation aux inégalités, à la misère sociale, au durcissement des conditions de vie et de travail notamment des plus pauvres d'entre nous ?

Certes, nous ne sommes pas la Grèce, sauf que l'on découvre, effarés, que l'Allemagne, la première économie de la zone Euro, a des pauvres, et de plus en plus (12,5 millions vivraient sous le seuil de pauvreté) !

C'est là tout le défi d'une écologie politique soucieuse des idéaux de la République : redonner de l'espérance, recréer de l'esprit démocratique et réhabiliter l'idéal.

En conciliant écologie, compétitivité, cohésion et justice sociale.

En faisant avec une Europe qui pour l'instant ne dessine plus d'avenir et s'est muée en théâtre du renoncement des dirigeants politiques et de désorientations des peuples, mais que nous désirons toujours autant, et dans une France pendant ce temps-là minée par un confusionnisme politique qui brouille l'espace idéologique, et obscurcie par un néoconservatisme qui fait pointer la menace de l'extrême droite dans notre pays et dans de nombreux autres pays occidentaux.

Ce que nous proposons est finalement assez banal : stopper l'assèchement de l'écologie politique, ne pas tomber dans le syndrome du « quand on n'arrive pas à régler un problème, on y renonce », et contribuer à renouer avec l'art perdu de la conversation entre les hommes, et entre les hommes et le reste du vivant...